

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1919.

Projet de loi

relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Les ravages de la guerre ont privé de leurs logis un grand nombre d'habitants : les uns sont logés dans nos provinces ; d'autres ont cherché asile à l'étranger, et il importe qu'ils puissent regagner le territoire de la Patrie au plus tôt, pour contribuer au labour immense de notre relèvement.

Les pouvoirs publics ne peuvent que rendre hommage au patriotisme et aux sentiments d'humanité dont la population a fait preuve, en ménageant une place à ses foyers, pour les malheureux compatriotes des régions dévastées que les armées ennemies ont arrachés de leurs demeures et ont refoulés à l'arrière.

Mais il ne peut être toléré qu'à côté de nombreuses familles qui assument avec empressement les devoirs d'une large hospitalité vis-à-vis des victimes de la guerre, quelques individualités puissent se soustraire à toutes charges, parce qu'elles n'ont pas honte, à une époque si féconde en dévouements, d'afficher le plus grand égoïsme pour sauvegarder leurs aises.

D'autre part, l'hébergement des populations que les événements de la guerre ont privées de toute habitation est une dette nationale, et il n'est pas possible de faire peser sur les familles de bonne volonté toute la charge qui peut résulter du logement des intéressés.

C'est en s'inspirant de ces considérations que le Gouvernement a élaboré le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre, d'après les ordres du Roi, aux délibérations des Chambres législatives.

Il consacre, dans son article 1^{er}, l'obligation pour tous les habitants qui se trouvent en situation de satisfaire à ce devoir, de pourvoir, moyennant indemnité, au logement des personnes originaires des régions dévastées, qui ont été évacuées à l'arrière des troupes ennemies ou qui, réfugiées à

l'étranger, trouvent leur habitation détruite, au moment de leur rapatriement.

L'article 2 prévoit le règlement du taux des indemnités de logement qui seront dues de ce chef. Il vise les indemnités à payer par les évacués et les réfugiés rapatriés se trouvant en situation de supporter les frais de leur logement au même titre que les indemnités mises à charge de l'État, à raison de l'hébergement des personnes indigentes.

Il ne faut pas, en effet, que des habitants peu scrupuleux se croient autorisés de profiter des difficultés du moment pour réclamer des prix exagérés aux évacués ou réfugiés rapatriés qui voudraient se loger à leurs frais, dans des conditions modestes.

Comme il importe aussi que, de leur côté, les évacués et les réfugiés rapatriés ne puissent nuire impunément aux personnes qui les ont recueillis, par des dégradations voulues aux immeubles, ou en abusant de toute autre manière de l'hospitalité qui leur est accordée, un arrêté royal pourra, dans le système du projet, fixer les obligations des évacués et des réfugiés rapatriés vis-à-vis des familles qui les hébergent et stipuler les mesures d'ordre que l'autorité locale pourra prendre à leur égard, en cas d'infraction dûment constatée aux obligations qui leur sont imposées.

La répartition des évacués et des réfugiés rapatriés, entre les provinces et les localités, s'inspirera des capacités de logement des diverses régions, des intérêts des familles qui seront transplantées en dehors du lieu de leur résidence et de l'intérêt social.

Il importe, en effet, qu'en attendant de pouvoir rentrer dans ces localités où tant de souvenirs les rappellent, nos malheureux compatriotes puissent se refaire une existence supportable, et trouver dans la région à laquelle ils sont assignés l'occasion de se remettre au travail, pour contribuer au relèvement de la Patrie, tout en assurant leur subsistance et celle de leur famille.

Les dispositions des articles 4 et 5 dérivent naturellement de celles que nous venons d'analyser à grands traits; elles ne réclament aucun commentaire.

Quant à l'article 6, il a pour objet de permettre au Gouvernement de continuer aux évacués et aux réfugiés rapatriés, au moment où le Comité National de Secours et d'Alimentation cessera ses opérations, les secours qui leurs sont assurés aujourd'hui par cet organisme.

Ces secours cesseront naturellement, dès l'instant où les intéressés seront à même de pourvoir, par le travail, à l'entretien de leur famille.

Le Ministre de l'Intérieur,

BROQUEVILLE.



PROJET DE LOI

relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

En attendant qu'un établissement convenable puisse être assuré aux intéressés, les habitants sont tenus de pourvoir dans les conditions qui seront déterminées par un arrêté royal et moyennant indemnité, au logement des personnes originaires des régions dévastées, qui ont été évacuées à l'arrière des troupes ennemies ou qui, réfugiées à l'étranger, sont rapatriées dans le pays.

ART. 2.

Les indemnités de logement à payer par les évacués ou réfugiés

WETSONTWERP

betreffende de huisvesting der in 't land teruggekeerde vluchtelingen en de woonstvergoeding.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken zal, in Onzen Naam, ter Wetgevende Kamers het wetsontwerp neerleggen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

In afwachting dat de belanghebbenden op behoorlijke wijze kunnen gehuisvest worden, is de bevolking ertoe gehouden, volgens de voorwaarden die bij koninklijk besluit bepaald zullen worden, en mits vergoeding, onderkomen te verschaffen aan de personen uit de verwoeste streken, die achter de vijandelijke troepen werden weggevoerd, of die, in den vreemde gevluht, in het land zijn teruggekeerd.

ART. 2.

De woonstvergoeding te betalen door de weggevoerden of in 't land

rapatriés qui se trouvent dans l'indigence sont mises à la charge de l'État.

ART. 3.

Le Ministre de l'Intérieur répartit entre les provinces qu'il détermine le nombre des évacués et réfugiés rapatriés qui doivent être hébergés.

Sur réquisition du Gouverneur de la province, les collèges des Bourgmestre et échevins répartissent les évacués et les réfugiés rapatriés qui ont été assignés à leur commune respective, entre les habitants de la localité suivant la capacité de logement de celle-ci.

ART. 4.

Le refus de pourvoir à l'hébergement des évacués et des réfugiés rapatriés dans les conditions stipulées par l'autorité locale, est passible d'une amende de 10 francs par jour de retard à satisfaire à la réquisition de cette autorité.

ART. 5.

L'administration communale assure mensuellement le paiement des indemnités dues du chef de logement des évacués ou réfugiés rapatriés indigents. Elle assure, le cas échéant, les dépenses nécessitées par l'aménagement des locaux pour l'hébergement des indigents et leur mise en ménage.

teruggekeerde vluchtelingen die in staat van onvermogen verkeerren, is ten laste van den Staat.

ART. 3.

De Minister van Binnenlandsche Zaken verleent over de door hem aangeduide provinciën het getal der weggevoerden of der in 't land teruggekeerde vluchtelingen, die moeten ondergebracht worden. Op vordering van den Gouverneur der provincie verdeelen de Colleges van Burgmeester en Schepenen de aan hunne onderscheidelijke gemeente toegewezen weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen over de woningen der gemeente, naar gelang de plaatsruimte ervan.

ART. 4.

Weigering tot verschaffing van onderkomen, in de door de plaatselijke overheid bepaalde voorwaarden, aan weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen is strafbaar met eene boete van 10 frank voor elken dag verzuim in het gevolggeven aan de opvordering dezer overheid.

ART. 5.

Het gemeentebestuur betaalt maandelijks de vergoeding voor woon, schuldig wegens onderbrenging der behoeftige weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen.

Desvoorkomend voorziet het ook in de uitgaven tot het geschiktmaken van de woonlokalen voor behoeftigen en tot het bezorgen van huisraad.

Les avances faites de ce chef sont remboursées aux communes par le département de l'Intérieur, sur production d'états appuyés des pièces de comptabilité.

ART. 6.

Un arrêté royal détermine le taux des indemnités d'entretien qui peuvent être alloués, à charge de l'État, aux évacués et aux réfugiés rapatriés, lorsqu'ils se trouvent dans le besoin.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1919.

De daarvoor gedane voorschotten worden den gemeenten, op overlegging van staten met rekeningsbewijzen erbij, door het Departement van Binnenlandsche Zaken terugbetaald.

ART. 6.

Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag der onderhoudsvergoedingen die op Staatskosten aan de weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen mogen toegerekend worden, wanneer zij zich in nood bevinden.

Gegeven te Brussel, den 2 April 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

Bⁿ DE BROQUEVILLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1919.

Ontwerp van wet

betreffende de huisvesting der in 'land terruggekeerde vluchtelingen en de woonstvergoeding.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De verwoestingen van den oorlog hebben tal van inwoners zonder woonst gezet : de eenen zijn ondergebracht in onze provinciën ; de anderen hebben onderkomen gezocht in den vreemde en het is van belang dat zij, zoohaast mogelijk, in het Vaderland terugkeeren om mede te werken aan de omvangrijke taak van ons herstel.

De openbare machten kunnen enkel hulde brengen aan de vaderlandsliefde en aan de menschlievende gevoelens waarvan de bevolking blijk heeft gegeven, waar zij een plaats in hare haardsteden bezorgde aan de ongelukkige medeburgers der verwoeste streken, welke de vijandelijke legers aan hunne woningen hadden ontrukkt, en achter de frontlinie weggevoerd.

Doch het is niet toegelaten, dat, nevens de talrijke familiën, die met liefde de plichten van ruime gastvrijheid tegenover de slachtoffers van den oorlog vervullen, eenige persoonlijkheden zich aan alle lasten onttrekken omdat zij het zich niet schamen op een tijdstip, dat zoo vruchtbaar is aan toewijding, uit overdreven liefde tot gemak, de grootste zelfzucht aan den dag leggen.

Anderzijds is het onder dak brengen der bevolking, welke door de gebeurtenissen van den oorlog van alle schutting beroofd werd, een nationale schuld en het is niet mogelijk al de lasten die voortspruiten uit het onderbrengen der belanghebbenden op de familiën, wier goede wil gebleken is, te laten drukken.

Uitgaande van deze overwegingen, heeft de Regeering het ontwerp van wet opgemaakt, hetwelk ik, naar de bevelen des Konings, de eer heb aan de beraadslagingen der Wetgevende Kamers voor te leggen.

Het huldigt, in artikel één, de verplichting voor al de inwoners die aan dezen plicht kunnen gevolg geven, te voorzien, mits vergoeding, in het huisvesten van de personen komende uit de verwoeste streken en die achter de frontlinie der vijandelijke troepen werden weggevoerd of die, naar den vreemde gevlucht, bij hun terugkeer in 't Vaderland een vernielde woning terugvinden.

Artikel 2 voorziet de regeling van het bedrag der vergoeding wegens huisvesting welke uit dien hoofde verschuldigd is. Het slaat op de vergoedingen te betalen door de weggevoerden en de teruggekeerde vluchtelingen die bij machte zijn de kosten voor hun inwoning te betalen ten zelfden titel als op de, ten laste van den Staat vallende vergoedingen, wegens herberging van de behoeftige personen.

Het mag inderdaad niet, dat al te gewetenlooze inwoners denken profijt te mogen trekken uit de moeilijkheden van het oogenblik om overdreven prijzen te vragen aan de teruggekeerde weggevoerden of vluchtelingen, die zich op eigen kosten op nederige wijze zouden willen huisvesten.

Evenzoo is het noodig, dat, hunnerzijds, de weggevoerden en de teruggekeerde vluchtelingen niet straffeloos kunnen nadeel toebrengen aan de personen die ze hebben opgenomen door vrijwillige beschadiging aan de woningen of door op andere manier van de verleende gastvrijheid misbruik te maken : daarom kan een koninklijk besluit, naar den stand van het ontwerp, de plichten van de weggevoerden en de teruggekeerde vluchtelingen tegenover de familiën die ze herbergen, omschrijven, en de ordemaatregelen welke de plaatselijke overheid tegenover hen zal kunnen nemen in geval van behoorlijk vastgestelde inbreuk op de hun opgelegde verplichtingen, bepalen.

Het verdeelen der weggevoerden en der teruggekeerde vluchtelingen over de provinciën en de plaatsen, zal geschieden, rekening gehouden met de beschikbare woonruimte in de verschillende streken, met de belangen der familiën die zullen overgeplant worden buiten hun verblijfplaats en met het algemeen belang.

Het behoort dat, in afwachting van den terugkeer naar de plaatsen waar zooveel herinneringen hen terugroepen, onze ongelukkige landgenooten zich opnieuw een draaglijk bestaan kunnen verschaffen en, in de streek naar welke zij verwezen werden, de gelegenheid kunnen vinden om zich terug aan den arbeid te zetten om tot het herstel van het Vaderland mede te werken en tevens in hun eigen levensonderhoud en in dit van hunne familie te voorzien.

De bepalingen van artikelen 4 en 5 volgen natuurlijkerwijze uit deze welke wij in groote trekken ontleed hebben; alle verdere uitleg is overbodig.

Wat artikel 6 betreft, het heeft tot doel aan de Regeering toe te laten op het oogenblik dat het Nationaal Comité voor hulp en voeding zijn verrichtingen zal staken, voort aan de weggevoerden en teruggekeerde vluchtelingen den onderstand te verschaffen welke zij tot heden van deze instelling bekwamen.

Deze onderstand zal natuurlijk ingetrokken worden zoodra de belanghebbenden in staat zullen zijn door hunnen arbeid in het onderhoud hunner familie te voorzien.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

CH. DE BROQUEVILLE.

PROJET DE LOI

relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit ;

ARTICLE PREMIER.

En attendant qu'un établissement convenable puisse être assuré aux intéressés, les habitants sont tenus de pourvoir dans les conditions qui seront déterminées par un arrêté royal et moyennant indemnité, au logement des personnes originaires des régions dévastées, qui ont été évacuées à l'arrière des troupes ennemies ou qui, réfugiées à l'étranger, sont rapatriées dans le pays.

ART. 1.

Les indemnités de logement à payer par les évacués ou réfugiés

WETSONTWERP

betreffende de huisvesting der in 't land teruggekeerde vluchtelingen en de woonstvergoeding.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en to komenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken zal, in Onzen Naam, ter Wetgevende Kamers het wetsontwerp neerleggen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

In afwachting dat de belanghebbenden op behoorlijke wijze kunnen gehuisvest worden, is de bevolking ertoe gehouden, volgens de voorwaarden die bij koninklijk besluit bepaald zullen worden, en mits vergoeding, onderkomen te verschaffen aan de personen uit de verwoeste streken, die achter de vijandelijke troepen werden weggevoerd, of die, in den vreemde gevluht, in het land zijn teruggekeerd.

ART. 2.

De woonstvergoeding te betalen door de weggevoerden of in 't land

rapatriés qui se trouvent dans l'indigence sont mises à la charge de l'État.

ART. 3.

Le Ministre de l'Intérieur répartit entre les provinces qu'il détermine le nombre des évacués et réfugiés rapatriés qui doivent être hébergés.

Sur réquisition du Gouverneur de la province, les collèges des Bourgmestre et échevins répartissent les évacués et les réfugiés rapatriés qui ont été assignés à leur commune respective, entre les habitants de la localité suivant la capacité de logement de celle-ci.

ART. 4.

Le refus de pourvoir à l'hébergement des évacués et des réfugiés rapatriés dans les conditions stipulées par l'autorité locale, est passible d'une amende de 10 francs par jour de retard à satisfaire à la réquisition de cette autorité.

ART. 5.

L'administration communale assure mensuellement le paiement des indemnités dues du chef de logement des évacués ou réfugiés rapatriés indigents. Elle assure, le cas échéant, les dépenses nécessitées par l'aménagement des locaux pour l'hébergement des indigents et leur mise en ménage.

teruggekeerde vluchtelingen die in staat van onvermogen verkeerren, is ten laste van den Staat.

ART. 3.

De Minister van Binnenlandsche Zaken verdeelt, over de door hem aangeduide provinciën, het getal der weggevoerden of der in 't land teruggekeerde vluchtelingen, die moeten ondergebracht worden. Op vordering van den Gouverneur der provincie verdeelen de Colleges van Burgmeester en Schepenen de aan hunne onderscheidelijke gemeente toegewezen weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen over de woningen der gemeente, naar gelang de plaatsruimte ervan.

ART. 4.

Weigering tot verschaffing van onderkomen, in de door de plaatselijke overheid bepaalde voorwaarden, aan weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen is strafbaar met eene boete van 10 frank voor elken dag verzuim in het gevolggeven aan de opvordering dezer overheid.

ART. 5.

Het gemeentebestuur betaalt maandelijks de vergoeding voor woon, schuldig wegens onderbrenging der behoeftige weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen.

Desvoorkomend voorziet het ook in de uitgaven tot het geschikt maken van de woonlokalen voor behoeftigen en tot het bezorgen van huisraad.

Les avances faites de ce chef sont remboursées aux communes par le département de l'Intérieur, sur production d'états appuyés des pièces de comptabilité.

ART. 6.

Un arrêté royal détermine le taux des indemnités d'entretien qui peuvent être allouées, à charge de l'État, aux évacués et aux réfugiés rapatriés, lorsqu'ils se trouvent dans le besoin.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1919.

De daarvoor gedane voorschotten worden den gemeenten, op overlegging van staten met rekeningsbewijzen erbij, door het Departement van Binnenlandsche Zaken terugbetaald.

ART. 6.

Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag der onderhoudsvergoedingen die op Staatskosten aan de weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen mogen toegerekend worden, wanneer zij zich in nood bevinden.

Gegeven te Brussel, den 2 April 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

B^{ns} DE BROQUEVILLE.